

Bonnes nouvelles

MÊME PAS MORT (PAS ENCORE) !

SAUVEZ L'USINE ET NOS EMPLOIS : C'EST ENCORE POSSIBLE

Depuis quelques semaines, Ford a suspendu ses discussions avec l'Etat concernant la cession du terrain et la dépollution, le démantèlement du site.

En effet, toute l'énergie des dirigeants se concentre sur l'audience au TGI qui a lieu le 4 juin. Toute leur batterie d'avocats est mise au service de leur plaidoirie en défense de la fermeture de l'usine.

Ford ne laisse rien au hasard. Ce serait trop bête de se faire contrer au bout du bout de la procédure, à quelque jours de la fin programmée de l'activité, à quelques semaines de l'envoi des notifications de licenciements.

Après des années de préparation puis des mois de manœuvres intenses pour mettre au point et justifier la liquidation du site, Ford « joue » gros car le risque est bien là que la justice l'interdise de finaliser le processus.

Oui il est fort possible que les juges nous donnent raison et du coup donne tort à la multinationale. Pour des licenciements économiques, il faut

une cause économique. Sans cela, il ne peut y avoir de licenciements. C'est inscrit dans le droit social et c'est ce que nous cherchons à faire respecter.

Comme nous l'expliquions lors de l'AG de vendredi, en saisissant le tribunal, nous utilisons un outil à notre disposition, un outil important puisqu'il est possible par une décision favorable des juges d'interdire à Ford de licencier.

Ce que l'Etat n'a pas réussi ou su faire, nous pouvons l'obtenir. Même si visiblement pour pas mal de monde, l'usine est déjà fermée, la cause est déjà perdue, à nous de démontrer que non, qu'il en est même de la responsabilité des élus locaux, des pouvoirs publics, de l'Etat, des médias de jouer un rôle pour empêcher la catastrophe, au lieu de laisser faire les choses.

FORD : DE TRIBUNAL EN TRIBUNAL

Ces jours-ci, nous avons deux audiences au tribunal : le mardi 4 juin bien sûr contre la fermeture de l'usine et ce mardi 28 mai, c'était pour une presque vieille histoire, avec l'audience en appel du procès sur les engagements non-tenus par Ford concernant le maintien de 1000 emplois minimum acté dans l'accord de mai 2013 valable jusqu'en mai 2018.

Bon c'est vrai, depuis Ford a annoncé la fermeture de l'usine et a même bien avancé dans la finalisation du processus de liquidation. Mais c'est comme ça, les procédures judiciaires sont longues. Donc oui cette audience du 28 mai, ça fait un peu décalé avec les problèmes du moment mais ça reste une même histoire.

Ce calendrier judiciaire montre clairement les mensonges de Ford et la nécessité de la faire condamner. Ford prépare la fermeture depuis des années, manipulant des pouvoirs publics pour le moins naïfs.

En 2017, les juges nous avaient donné raison en condamnant Ford qui avait alors fait appel de cette condamnation. Donc un épisode à suivre en attendant celui de mardi prochain.

PSE : UNE MAIN TENDUE POUR CHAQUE SALARIE



**RASSEMBLONS-NOUS
MARDI 4 JUIN - 14 HEURES
DEVANT LE TGI DE BORDEAUX**

Tout le monde est concerné, salarié.e.s, préretraité.e.s ou licencié.e.s de Ford, salarié.e.s indirect.e.s, du privé comme du public, la population, les élu.e.s locaux : il faut empêcher la fermeture et les licenciements dans l'intérêt général.

A l'occasion d'une audience « historique » et lourde de conséquence, forcément un moment important, rassemblons-nous ensemble, dès 13h45, nombreux, devant le tribunal, rue des frères Bonie, à Bordeaux.

DÉPARTS EN PRÉRETRAITE... OU RETRAITE À 55 ANS !

Les dossiers de départs se construisent et se finalisent. Après les 73 départs en préretraite début mai, ce sont au moins 62 collègues qui s'en vont dès le 1^{er} juin. Encore une fois, même s'il y a un aspect triste de voir l'usine se vider ainsi, nous tenons à souhaiter une bonne pré-retraite à toutes et tous nos collègues.

Comparée à celle des collègues bientôt licencié.e.s (sauf décision contraire du tribunal), la préretraite est la situation la moins difficile car au bout il n'y a pas le chômage même si les pertes de salaires inévitables peuvent dégrader le niveau de vie.

Nous rappelons qu'il aurait été normal que les anciens partent sans perdre un seul euro sur leurs revenus. C'est ce que nous avons demandé et c'est ce que Ford a refusé. Après des années d'exploitation au travail, avec tous les profits accumulés, il aurait été légitime d'imposer à Ford le maintien des revenus au moins pour tous les anciens.

Ce que nous vivons, ce que des millions de travailleurs vivent aujourd'hui, démontre toute l'absurdité et l'indécence des attaques contre les retraites des différents gouvernements.

Au lieu de vouloir repousser l'âge de départ à la retraite, donc de prolonger le chômage longue durée, il est urgent au contraire, en ces temps de licenciements massifs, d'avancer l'âge de la retraite à 60 et même à 55 ans, au minimum.

Et qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas les moyens de financer ce progrès social nécessaire. Sauf que ça signifie de prendre l'argent qui existe là où il est, dans les comptes en banque des milliardaires, des multinationales, de tous ceux qui s'enrichissent sur l'exploitation du travail des autres, par le vol et la fraude. La réforme des retraites dans le sens du bien être, c'est une question de choix.

JUSQU'ICI TOUT VA BIEN ?

Le journal Sud-Ouest a régulièrement parlé dans ses colonnes de soi-disant bonnes nouvelles sur le « front » de l'emploi (ou du chômage). Depuis le 4 mars, jour d'homologation du PSE « Ford », plusieurs annonces de recrutements ont été relayées par le journal : Safran au Haillan, Lu à Cestas entre autres. Mais depuis, il n'y a eu aucune concrétisation ou précisions concernant le nombre d'emplois proposés réellement ni dans quels délais.

En tout cas, ici dans l'usine, au travers du cabinet Right Management, nous n'avons pas de nouvelles de ces promesses d'embauches. Il y a certes le « plan » Kéolis ou moins net le plan « aéronautique » mais bon rien de bien rassurant. Et surtout, même si des collègues, quelques dizaines, peuvent effectivement retrouver rapidement un emploi (à quelles conditions ?), combien d'autres connaîtront les galères du chômage ? Et combien de salariés indirects qui perdront leur emplois sans aucune solution de remplacement ?

En clair, direction et cabinet font de la mousse, sachant pertinemment que le résultat d'une fermeture d'usine, d'un plan de licenciement, ça laisse des traces indélébiles, que malheureusement c'est seulement une minorité qui s'en sort en limitant la casse.



OCCUPONS-NOUS DE NOS AFFAIRES ET DE NOTRE AVENIR !

Les élections, c'est fait. L'extrême droite en tête talonnée par les macroniens, ça nous déplaît et nous inquiète fortement. C'est sans surprise, confirmant malheureusement que les idées de solidarité, de fraternité, de progrès social sont mal en point.

Alors les politiciens de tous bords se sont partagés les postes de députés. Et nous ne prenons pas beaucoup de risques en disant qu'encore une fois, les élections ne changeront rien à nos vies.

Les temps sont durs, les attaques antisociales se succèdent, le gouvernement devrait continuer sa politique pour les riches, sous pression d'une extrême droite tout autant antisociale, cela n'annonce en rien du mieux pour nous.

Mais pas question de démoraliser ni de se résigner. Les élections passées, c'est le moment donc de se concentrer à nouveau sur la défense de nos intérêts. Car la démocratie ne peut se limiter à voter tous les 2 ou 5 ans, c'est tous les jours qu'il nous faut nous occuper de nos affaires.

C'est bien à nous d'agir, de mener les batailles pour nos emplois, retraites et salaires, pour les services publics, pour nos droits sociaux, pour nos libertés, celle de manifester, de s'exprimer, de contester.

La mobilisation Gilets Jaunes est justement l'expression d'une profonde colère sociale, d'une souffrance de millions de gens face à la précarité, pauvreté, exclusion.

Ce mouvement social est le seul à offrir un espoir de changement, car il peut rassembler, reconstruire de la solidarité, recréer du lien dans la population. Ce mouvement redonne confiance car il montre que nous pouvons faire entendre le ras le bol, dénoncer les inégalités et injustices sociales.

L'équipe Cgt-Ford, pour toutes ces raisons, appelle à participer aux manifestations du samedi, à soutenir et rejoindre les ronds-points occupés et autres initiatives.

Rendez-vous habituel pour la prochaine manifestation :

**LE SAMEDI 1^{ER} JUIN - 14H
PLACE DE LA BOURSE
À Bordeaux**